

Atelier 3 : L'agro-industrie en Afrique et en Asie

Cet atelier réunira des intervenants majeurs afin de discuter de la façon dont les dirigeants africains et asiatiques de l'agro-industrie pourraient unir leurs efforts dans un avenir proche pour libérer le potentiel agricole de l'Afrique.

Cet atelier a pour objectif d'éclairer les participants sur ce qui a déjà été fait dans ce domaine au cours des dernières années, de présenter certaines initiatives et expériences fructueuses, de mettre en évidence les facteurs de succès et de formuler des recommandations générales.

Une combinaison de présentations et de sessions de travail très interactives permettra de favoriser le dialogue et le partage des connaissances. L'atelier est organisé en trois parties.

Première partie : présentation du sujet

Le secteur agricole joue un rôle vital dans l'économie asiatique assurant la subsistance de plus de 2,2 milliards de personnes et représentant une valeur brute de la production d'environ 1,2 milliard de dollars US. Tout comme dans les pays asiatiques, l'agriculture joue un rôle vital dans la plupart des pays africains. 60% de la population active est employée dans l'agriculture, laquelle contribue à environ 25% du PIB. Le total des importations de denrées alimentaires de l'Afrique se situe autour de 3 milliards de dollars et l'Afrique reçoit par ailleurs une aide alimentaire de près de 3 milliards de dollars. Pourtant, 265 millions de personnes - soit un tiers de la population totale - souffrent chroniquement de la faim. Au cours des dernières décennies et pour de multiples raisons, le secteur agricole en Afrique n'a pas réalisé une croissance impressionnante, du fait notamment du manque d'accès aux terres et aux ressources, accompagné du coût élevé des intrants agricoles, de la dégradation des ressources naturelles, de l'insuffisance des systèmes de distribution et d'accès aux marchés, de la faiblesse des investissements dans la recherche, la formation et le développement agricoles, du changement climatique, des conflits, etc.

La production agricole de l'Afrique offre un énorme potentiel, mais nécessite des interventions dans plusieurs domaines. La science, la technologie et l'innovation sont essentiels car ce continent a subi un déclin en matière de rendement agricole en raison de faibles investissements en recherche et en technologies agricoles. Un autre problème a trait à la faiblesse des régimes de propriété foncière. Parmi d'autres intrants agricoles, le secteur des semences en Afrique est très sous-développé, les semences conservées par les agriculteurs représentant environ 80 % des semences utilisées. Les agriculteurs n'ont pas été en mesure de tirer parti des nouvelles variétés de semences et des engrais minéraux modernes. Il existe donc un besoin d'amélioration immédiat dans le secteur des semences et des engrais. Comme pour leurs homologues asiatiques, le manque d'accès au crédit empêche les agriculteurs d'investir dans les technologies agricoles et limite leur participation aux marchés agricoles. La gestion après récolte et la commercialisation des produits agricoles doivent également être améliorées. L'accès aux infrastructures physiques appropriées reste limité. C'est le cas notamment pour les voies rurales, les techniques d'irrigation et les structures de stockage des récoltes.

Bien que de nombreuses réformes aient été mises en œuvre dans le passé pour éliminer les restrictions quant à la participation d'intervenants privés, il reste encore beaucoup à faire. Par exemple, dans le secteur du commerce, les contraintes restent fortes : marges de distribution élevées, capacités de transformation agricole sous-développées, faiblesse des infrastructures de transport et de stockage et lenteur des progrès au niveau de l'établissement d'institutions propices au développement des marchés.

En ce qui concerne le développement agricole, l'Asie a fait des progrès considérables sur de nombreux fronts, applicables à l'Afrique, notamment dans l'agro-industrie, la gestion de la sécheresse et de la famine, la gestion de l'irrigation, l'accès aux intrants, la recherche agricole et le transfert de technologies, la création de centres de formation rurale et la mise en place de micro-crédits et de systèmes de financement. L'Afrique peut

également tirer des leçons des pays asiatiques quant à la façon de s'assurer que les programmes de développement reflètent ses propres priorités et cultures.

La Banque mondiale estime que d'ici 2030, le secteur agricole de l'Afrique représentera une opportunité d'un billion de dollars. Il existe beaucoup de potentiels inexploités en Afrique lesquels pourraient être libérés grâce à une approche globale. Le continent possède 50% des terres arables mondiales encore incultes. La population des jeunes (moins de 25 ans) représente environ 60 % de la population totale et prépare l'avenir de la croissance agricole. Une forte relation Asie-Afrique aiderait à tirer parti de ces opportunités. Il existe un immense potentiel d'investissement dans l'amélioration de la productivité du continent, la recherche et le développement, le développement d'infrastructures, la diffusion de la connaissance, la fourniture d'intrants agricoles, et la mise à disposition de crédits pour les agriculteurs et les autres intervenants de la filière. L'agriculture, sur ce continent, a un besoin urgent d'innovation et de développement technologique, ce qui exige une approche de type partenariat public/privé. Cette situation souligne la nécessité pour les gouvernements africains de s'ouvrir à la contribution des entreprises du secteur privé pour le développement de l'agriculture. Cette ouverture pourrait aboutir à une transformation du système agricole, à des revenus plus élevés et à davantage d'emplois pour le continent. Dans le même temps, les investissements en Afrique peuvent déboucher sur l'expansion géographique du domaine de l'agro-industrie en Asie. Les efforts conjugués des deux continents contribueront à l'obtention d'une sécurité alimentaire mondiale.

Après avoir présenté le contexte dans lequel les partenariats afro-asiatique sont construits et lancés, l'atelier se concentrera sur deux thèmes majeurs. Le premier sera abordé par le biais d'une présentation et d'une discussion relativement à certaines des principales initiatives mises en place au cours des dernières années par les acteurs asiatiques et leurs partenaires africains en vue d'accroître la production agricole et de soutenir les agriculteurs locaux. Le deuxième, qui donnera lieu à une discussion, concernera la façon dont les intervenants asiatiques et africains de l'agro-industrie pourraient améliorer leurs actions afin d'obtenir de meilleurs résultats dans un avenir proche. Cette dernière partie traitera de questions importantes, notamment : comment les acteurs asiatiques peuvent-ils mieux aider leurs partenaires africains à adapter et à adopter les stratégies leur permettant d'augmenter la production et la productivité agricoles ? Comment les investissements accrus de l'Asie en Afrique peuvent-ils être structurés de manière à accroître au maximum les avantages en matière de : développement du capital humain pour l'Afrique, développement des technologies agricoles et transfert de compétences et de technologies pour les agriculteurs africains ? Comment ce partenariat peut-il aider l'agriculture africaine à atteindre un développement durable grâce à la diversification des produits, à l'ajout de valeur et à un meilleur accès aux marchés ?

Deuxième partie : ce qui est déjà mis en oeuvre ?

Différentes initiatives importantes et des programmes interrégionaux sont déjà en cours de mise en œuvre. Au cours des dernières années, des efforts de plus en plus importants ont été réalisés en vue de renforcer le partenariat économique entre les deux continents pour le développement de l'agriculture et de la production alimentaire. La deuxième partie de l'atelier sera consacrée à la présentation des différents partenariats Asie-Afrique dans les domaines des technologies et de l'expertise en matière de croissance agricole, de la sécurité alimentaire et du développement rural dans des zones d'intérêt commun. L'atelier mettra en évidence certaines des initiatives les plus pertinentes des 15 dernières années réalisées par des intervenants de pays asiatiques qui jouent un rôle très important dans le soutien de l'agriculture de différents pays africains. Trois pays asiatiques pourraient être sélectionnés pour cette deuxième partie de l'atelier : l'Inde, le Japon et la République Populaire de Chine.

Le Japon

L'appui scientifique du Japon ainsi que son financement pour l'Initiative africaine visant à développer le « New Rice for Africa » (NERICA) sont de remarquables exemples de collaboration afro-asiatique s'appuyant sur les atouts respectifs des deux partenaires. En réunissant leurs fonds et leur savoir-faire technique, ils ont créé une nouvelle variété de riz qui a mis de nombreuses régions rizicoles en Afrique sur le chemin d'une productivité aussi élevée que celle des rizicultures asiatiques. Les scientifiques africains et asiatiques ont joué un rôle déterminant pour assembler une masse critique d'expertise dans le consortium mondial qui a élaboré la variété croisée de riz africain et asiatique appelé NERICA. Ce « Nouveau Riz pour l'Afrique » combine la robustesse du riz de l'Afrique de l'Ouest et le rendement élevé du riz asiatique. Le riz NERICA donne jusqu'à

50 pour cent de grains en plus par comparaison avec les variétés africaines traditionnelles et jusqu'à 200 % en plus lorsque les agriculteurs utilisent des engrais et ont recours à de meilleures méthodes de culture. Non seulement le riz NERICA donne des rendements élevés mais il permet de réduire les importations et contient plus de protéines. Mais le développement du NERICA n'est qu'une partie de l'histoire. L'African Rice Initiative (ARI), lancée en 2002 en Côte d'Ivoire, a joué un rôle crucial pour aider à propager le riz NERICA, à trouver des moyens de produire plus de semences d'une meilleure qualité et à partager les meilleures façons de les cultiver. Le Japon aide maintenant à étendre l'utilisation du NERICA aux pays d'Afrique de l'Est, tels que l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie et mise sur le succès de l'expérience NERICA pour soutenir la recherche agricole et l'élaboration de politiques pour d'autres cultures importantes de l'Afrique.

L'Inde

Le gouvernement de l'Inde joue un rôle de catalyseur en aidant ses entreprises agricoles et agroalimentaires à renforcer leur présence en Afrique. L'Inde s'emploie à accroître les investissements directs en Afrique, ce qui va non seulement permettre l'apport de fonds mais également apporter à l'Afrique la technologie avancée de l'Inde. Le « Partenariat Indo-Africain dans le domaine de l'Agriculture », est une nouvelle initiative qui a été lancée très récemment par l'Indian Council of Agriculture Research (ICAR) (Conseil indien de recherche agricole), l'International Crops Research Institute for Semi-Arid Tropics (ICRISAT) (Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides) et l'International Agriculture Consulting Group (ICAG) (Groupe de conseil international en agriculture). Cette plate-forme mettra à disposition son expertise et son expérience pour aider les pays africains à trouver des réponses aux questions liées à l'alimentation, à l'agriculture et au développement. Le Programme d'assistance technique pour le coton est un autre exemple de la coopération indienne avec les pays africains dans le domaine de l'agriculture. Ce programme a été conçu en mettant l'accent sur ce dont les pays de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Tchad, Mali, Nigéria, Malawi et Ouganda) ont besoin et ce que l'Inde peut offrir compte tenu de ses atouts et de son expérience.

Dans le secteur privé, il existe une présence notable des entreprises agricoles et agroalimentaires indiennes en Afrique. Selon une étude publiée en 2013, plus de 70 sociétés indiennes se préparaient à entrer en Afrique pour y établir des activités agricoles, car il existe un énorme potentiel de croissance en Ethiopie, au Malawi, au Kenya, en Ouganda, au Liberia, au Ghana, au Congo et au Rwanda. Il existe d'énormes possibilités pour les sociétés indiennes de construire des liens en aval tels que l'agriculture sous contrat qui peut aider le secteur agricole africain à mettre en relation les chaînes d'approvisionnement agricoles avec les usines de transformation ou les entreprises de commerce de détail.

La Chine (RPC)

L'engagement de la Chine dans l'agriculture africaine, similaire à son engagement économique général en Afrique, s'est accéléré au cours de ces dernières années. Depuis les années 60, la Chine a mis en place environ 220 projets d'aide agricole en Afrique. Les investissements se sont développés rapidement après la tenue du Forum sur la coopération sino-africaine (FOFAC) au sommet de Beijing en novembre 2006. Les accords conclus dans ce sommet ont permis la mise en place de 14 centres agricoles dans 33 pays, l'envoi de 100 experts agricoles et la formation de 15 000 experts dans différents domaines (dont 1500 professionnels de la technologie agricole). Ces investissements initiaux illustrent à la fois l'engagement de la Chine dans le secteur agricole et la diversité des investissements chinois en Afrique. En 2009, lors de la 4^{ème} réunion ministérielle du FOCAC, le gouvernement central de la RPC a en outre annoncé huit nouvelles mesures destinées à accroître les investissements chinois dans l'agriculture africaine. Ces mesures concernent la création de vingt centres de démonstration et de cinquante groupes de technologie agricole en Afrique appelés à prendre part à la formation de 2 000 employés techniques agricoles.

La Chine est devenue l'un des principaux acteurs de l'agriculture africaine grâce à une série d'accords avec différents États africains. Les scientifiques, experts agricoles et agriculteurs chinois sont de plus en plus visibles en Afrique. Par exemple, la Chine a promis 800 millions de dollars pour moderniser l'infrastructure agricole du Mozambique grâce à l'envoi de 100 experts agricoles chinois installés dans plusieurs centres de recherche. Ces experts travaillent avec des groupes locaux pour accroître le rendement des cultures et pour trouver d'autres méthodes permettant d'améliorer les performances générales du secteur agricole. La Chine envisage même d'y construire un centre de démonstration agricole, qui testera la viabilité des différentes cultures susceptibles d'être introduites pour aider à nourrir la population de ce pays. L'engagement de la Chine au Mozambique est un exemple de son degré d'implication en Afrique et des différentes méthodes utilisées pour développer et améliorer la production agricole africaine.

Mais certaines questions subsistent, non seulement quant aux motivations de la Chine mais également quant à l'efficacité des projets agricoles actuels de la Chine en Afrique. Les intervenants régionaux citent continuellement le manque de coordination et l'insuffisance des systèmes de gouvernance des projets financés par les Chinois dans toute l'Afrique ; car ces arrangements imprécis ne tiennent presque jamais compte des besoins des Africains les plus pauvres vivant de la terre avant la vente. Même si les investissements chinois dans le secteur de l'agriculture semble s'attaquer directement au problème de la faim en Afrique, nombreux sont ceux qui considèrent la Chine comme engagée dans une quête de ressources en vue de soutenir sa rapide croissance.

Troisième partie: ce qui devrait être amélioré ?

Cette troisième et dernière partie est conçue comme une contribution au débat sur les stratégies, les réalisations et les défis du partenariat des pays asiatiques et africains dans le domaine de l'agro-industrie. L'engagement des pays asiatiques dans l'agriculture africaine représente pour les États africains une opportunité de créer des partenariats pour le développement, approche qui promet des avantages mutuels.

De nombreuses études ont montré que les intervenants africains estiment que les acteurs publics et privés asiatiques ont fait plus pour réduire la pauvreté en Afrique que ce qui a pu être tenté par les donateurs traditionnels. Les acteurs africains estiment également que l'engagement des gouvernements et des investisseurs asiatiques pourrait être plus utile s'il incluait une forme de système de gouvernance destiné à contrôler les investissements asiatiques et à permettre aux partenaires africains de mesurer leur impact sur le développement rural et les moyens de subsistance.

Les dirigeants et intervenants africains expriment également leurs préoccupations quant à d'autres aspects majeurs des investissements asiatiques dans l'agriculture. Ils considèrent en effet que ces investissements devraient être soigneusement évalués pour mesurer les gains apportés par de telles initiatives. Certaines voix en Afrique font remarquer que certains de ces projets ne bénéficient pas aux individus les plus pauvres et soulignent que la plupart de ces projets ne sont pas planifiés avec les bénéficiaires lors du processus de prise de décision.

Les dirigeants et chefs d'entreprise africains insistent sur le fait que les plans d'investissement asiatiques doivent être communiqués en définissant plus clairement leurs objectifs et les conditions de leur engagement. Les partenaires africains devraient être mieux informés sur ce qui se fait et pourquoi, qui fait quoi et comment en tirer des leçons pour les engagements futurs. Ils ont également exprimé leur préoccupation quant à la nécessité pour les pays d'Asie de coordonner leurs efforts avec les initiatives africaines telles que l'African Union's Comprehensive African Agriculture Development Program (CAADP) (Programme de l'Union africaine pour le développement global de l'agriculture en Afrique).

Les intervenants régionaux maintiennent que les investissements asiatiques ont le potentiel de transformer définitivement l'agriculture sur le continent africain car investir dans l'agriculture est la meilleure façon de parvenir à une réduction de la pauvreté et de la faim en Afrique. L'Afrique doit exploiter cette opportunité. Bien que les doléances relatives aux locations ou aux achats de terrain des investisseurs asiatiques soient exagérées, des politiques devraient être élaborées pour ces nouveaux niveaux d'engagement afin de protéger les africains contre tout processus risquant de les écarter et/ou de les déplacer de leur propre terre. L'infrastructure juridique relative aux droits de propriété et aux titres de propriété devrait être mieux définie et plus clairement établie. Les changements positifs majeurs pour l'agriculture africaine doivent commencer par un examen complet de la propriété foncière, des droits et des titres afférents.

La discussion pourrait également inclure d'autres sujets tels que la coopération triangulaire entre le secteur privé, les établissements universitaires et de recherche et les ONG; coopération qui présente également un très grand potentiel pour des partenariats productifs.